

Non, la droite ne protège pas les collectivités territoriales

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) dénoncent l'attitude de la droite au Sénat qui, derrière ses grands discours de défense des élus locaux, a mis sciemment en difficulté les collectivités territoriales dans le cadre du débat sur le projet de loi de finances pour 2026.

L'examen de la première partie du budget pour 2026 qui porte la majeure partie des dotations aux collectivités l'avait déjà démontré. Celui de la mission "relations avec les collectivités territoriales" en deuxième partie du budget, qui ventile et organise ces dotations, l'a amplement confirmé : la droite sénatoriale, quoiqu'elle en dise, ne protège absolument pas les collectivités territoriales.

Le groupe SER regrette que les dotations des collectivités territoriales n'aient pas été revalorisées à hauteur de l'inflation, pour permettre à ces dernières de maintenir un bon niveau d'investissements de proximité au cœur des territoires. Dans le contexte d'atonie économique et de crise sociale que traverse notre pays, cette logique est aussi irresponsable que préjudiciable.

L'examen de la mission "relations avec les collectivités territoriales" s'est inscrit dans la même logique tout en l'aggravant. Le groupe SER dénonce avec force la volonté assumée par la majorité sénatoriale de ne pas supprimer le dispositif dit du DILICO 2, scandaleux sur le plan de la libre-administration des collectivités territoriales et mortifère sur le plan des finances locales.

Le groupe SER se félicite néanmoins de la suppression de la fusion des dotations territoriales proposées par le gouvernement. Cette dernière aurait fragilisé les territoires ruraux et les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Il se félicite également de l'abondement du fonds de sauvegarde des départements. Si ces deux mesures ont été portées assez largement sur les bancs de l'hémicycle, le groupe SER a joué en la matière un rôle d'impulsion fort conformément à ses convictions et à ses positions de soutien réel aux collectivités territoriales.

Nous dénonçons le projet recentralisateur et néfaste du gouvernement et les dispositions législatives délétères du budget qui ont été maintenues, voire aggravées par une droite sénatoriale cynique n'hésitant pas à sacrifier les collectivités territoriales sur l'autel de ses intérêts politiques.



Isabelle Briquet
Sénatrice de la Haute-Vienne



Pierre-Alain Roiron
Sénateur de l'Indre-et-Loire